



SNC • LAVALIN

Rapport de gestion

Troisième trimestre et neuf premiers mois de 2009 comparés
au troisième trimestre et aux neuf premiers mois de 2008

TABLE DES MATIÈRES

Section	Page	Section	Page		
1	Faits saillants des neuf premiers mois de 2009	2	8	Liquidités et ressources financières	23
2	Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	4	9	Conventions comptables et modifications	28
3	Notre entreprise	5	10	Risques et incertitudes	30
4	Performance financière globale	6	11	Informations trimestrielles	30
5	Détail de l'état des résultats	7	12	Contrôles et procédures	31
6	Carnet de commandes	11	13	Informations supplémentaires	31
7	Résultats d'exploitation par secteur d'activité	14			

Le 6 novembre 2009

Toute l'information financière est présentée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire

1 – FAITS SAILLANTS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2009

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET

- Le bénéfice net au troisième trimestre de 2009 s'est établi à 103,1 millions \$ (0,68 \$ par action après dilution), comparativement à 91,3 millions \$ (0,60 \$ par action après dilution) au troisième trimestre de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice net s'est établi à 260,7 millions \$ (1,72 \$ par action après dilution), comparativement à 237,6 millions \$ (1,56 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2008.
- L'augmentation du bénéfice net pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009 est principalement attribuable à une augmentation prévue du ratio de marge brute de la catégorie Ensembles, partiellement contrebalancée par une baisse prévue du niveau d'activité dans la catégorie Ensembles, combinée à une augmentation des frais de vente, généraux et administratifs et à une baisse du ratio de marge brute de la catégorie Services. Les secteurs ayant contribué le plus à l'augmentation du bénéfice d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2009 sont Infrastructures et environnement, et Énergie. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la perte enregistrée dans le secteur Produits chimiques et pétrole au cours de cette période.

BAISSE DES REVENUS

- Pour le troisième trimestre de 2009, les revenus se sont chiffrés à 1,4 milliard \$, comparativement à 1,7 milliard \$ pour la période correspondante de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus se sont élevés à 4,5 milliards \$, comparativement à 5,2 milliards \$ pour la période correspondante de 2008, ce qui reflète principalement une diminution prévue des activités dans la catégorie Ensembles, en partie compensée par l'augmentation des activités dans les catégories Exploitation et entretien, et Services.

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

- La situation financière de la Société est demeurée solide, avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 1 221,3 millions \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 635,6 millions \$ au 30 juin 2009 et à 988,2 millions \$ au 31 décembre 2008. Cette variation par rapport au 31 décembre 2008 est principalement attribuable au produit tiré de l'émission de 350 millions \$ de débentures non garanties sur 10 ans émises par la Société le 3 juillet 2009, et de la trésorerie générée par les activités d'exploitation, en partie contrebalancés principalement par la trésorerie utilisée pour les activités d'investissement.

CARNET DE COMMANDES QUI DEMEURE SOLIDE

- Le carnet de commandes pour les quatre catégories de revenus de la Société totalisait 10,2 milliards \$ à la fin de septembre 2009, comparativement à 9,9 milliards \$ à la fin de juin 2009, et à 9,6 milliards \$ à la fin de décembre 2008.

- Le carnet de commandes de la Société se composait, au 30 septembre 2009, de 1,6 milliard \$ provenant de la catégorie Services, de 3,5 milliards \$ provenant de la catégorie Ensembles, de 2,6 milliards \$ provenant de la catégorie Exploitation et entretien, et de 2,5 milliards \$ provenant de la catégorie Investissements – concessions d’infrastructure, alors qu’au 31 décembre 2008, le carnet de commandes de la Société était constitué de 1,6 milliard \$ provenant de la catégorie Services, de 3,5 milliards \$ de la catégorie Ensembles, de 2,2 milliards \$ de la catégorie Exploitation et entretien, et de 2,3 milliards \$ de la catégorie Investissements – concessions d’infrastructure.

RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA ») SUBSTANTIEL

- Le RAMA a été de 26,9 % pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009, ce rendement étant nettement supérieur à l’objectif de rendement de la Société consistant à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada (c’est-à-dire un total de 9,9 % pour la période).

ÉMISSION D'UNE DETTE À LONG TERME AVEC RECOURS

- Le 3 juillet 2009, la Société a émis pour 350 millions \$ de débentures non garanties sur 10 ans échéant en juillet 2019 et portant intérêt à un taux de 6,19 % par année. La Société prévoit affecter le produit net du placement au remboursement intégral de ses débentures non garanties 7,70 % d’un capital de 105 millions \$ échéant en septembre 2010, au financement de placements éventuels dans des occasions d’investissement dans des concessions d’infrastructure ainsi que d’acquisitions éventuelles d’entreprises choisies de manière sélective et aux fins générales de l’entreprise.

Le rapport de gestion a pour but de permettre au lecteur de mieux comprendre les activités de la Société, sa stratégie d'affaires et sa performance, ses attentes à l'endroit de l'avenir et sa façon de gérer les risques et les ressources financières. Il vise également à améliorer la compréhension des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et de leurs notes afférentes et devrait, à cette fin, être lu conjointement avec ces documents et avec le rapport annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Dans le présent rapport de gestion, le terme « Société » ou le terme « SNC-Lavalin » désigne, selon le contexte, le Groupe SNC-Lavalin inc. et toutes ou certaines de ses filiales ou coentreprises, ou le Groupe SNC-Lavalin inc. ou l'une ou plusieurs de ses filiales ou coentreprises.

2 – MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés contenus dans le présent rapport de gestion faisant état des objectifs, des projections, des estimations, des attentes et des prévisions de la Société ou de la direction pour l'avenir peuvent être des « énoncés prospectifs » et peuvent être signalés par l'utilisation de verbes tels que « anticiper », « s'attendre à », « croire », « espérer », « estimer », « évaluer », « planifier », « pouvoir », « présumer », « prévoir » ou « projeter », ainsi que par l'emploi du conditionnel ou du futur, que la tournure soit négative ou positive et quelle que soit la variante utilisée. La Société tient à rappeler que ces énoncés prospectifs, de par leur nature même, comportent des risques et des incertitudes, et que les actions et/ou les résultats réels de la Société pourraient différer substantiellement de ceux contenus explicitement ou implicitement dans de tels énoncés prospectifs, ou pourraient avoir une incidence sur le degré avec lequel une projection particulière se réalisera. Pour plus d'information sur les risques et incertitudes et sur les hypothèses qui feraient en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter respectivement à la section « Risques et incertitudes » et à la section « Comment nous établissons le budget et nos prévisions à l'égard des résultats et sur quoi nous fondons les directives financières que nous donnons » du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. À moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de la Société en date de ce dernier et sont sujets à changement après cette date.

3 – NOTRE ENTREPRISE

La Société fournit du savoir-faire dans les domaines de l'ingénierie, de la gestion de projets et de la construction, de la construction, et de l'exploitation et entretien par l'entremise de son réseau de bureaux situés dans tout le Canada et dans plus de 35 autres pays, et travaille actuellement dans une centaine de pays.

De plus, SNC-Lavalin investit de façon sélective dans des concessions d'infrastructure, investissements complémentaires à ses autres activités, pour lesquelles son savoir-faire technique et son savoir-faire en ingénierie, gestion de projets et de la construction, construction, et exploitation et entretien, ainsi que son expérience du montage financier de projets, lui confèrent un avantage distinctif.

3.1 – COMMENT NOUS ANALYSONS ET PRÉSENTONS NOS RÉSULTATS

SNC-Lavalin présente ses résultats, d'après l'analyse de ses contrats, par **catégorie d'activité** et par **secteur d'activité**. Elle tire ses revenus de quatre catégories d'activité : **Services**, **Ensembles**, **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure**. Les catégories d'activité Services et Ensembles se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction et sont présentées de la façon dont est évaluée la performance de la direction, en regroupant les projets exécutés en fonction du type d'industrie, comme suit : **Infrastructures et environnement**, **Énergie**, **Produits chimiques et pétrole**, **Mines et métallurgie**, et **Autres secteurs**. Les secteurs d'activité **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure** correspondent aux catégories d'activité du même nom.

3.2 – MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

La Société a principalement recours à des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour analyser sa performance et sa situation financière. En complément de son analyse, elle utilise certaines mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les PCGR du Canada et qui, par conséquent, se prêtent difficilement à une comparaison avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction estime que ces indicateurs fournissent néanmoins une information utile car ils permettent d'évaluer la performance de la Société

et de ses composantes à divers égards, comme la rentabilité et la situation financière passées, présentes et prévues. Ces mesures financières non définies par les PCGR comprennent le carnet de commandes, la position de trésorerie nette, les liquidités discrétionnaires et le rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA ») de la Société. Une définition de toutes les mesures non définies par les PCGR est fournie, au besoin, dans le présent document afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction et, selon le cas, la Société présente un rapprochement quantitatif clair des mesures financières non définies par les PCGR et de la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux PCGR. Ainsi, un rapprochement de la position de trésorerie nette de la Société et des mesures conformes aux PCGR est présenté à la section 8.1.1 du présent document.

4 – PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	103,1 \$	91,3 \$	260,7 \$	237,6 \$
Bénéfice par action (\$)				
De base	0,68 \$	0,61 \$	1,73 \$	1,57 \$
Dilué	0,68 \$	0,60 \$	1,72 \$	1,56 \$
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,12 \$	0,45 \$	0,36 \$

4.1 – BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net au troisième trimestre de 2009 s'est établi à 103,1 millions \$ (0,68 \$ par action après dilution), comparativement à 91,3 millions \$ (0,60 \$ par action après dilution) au troisième trimestre de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice net a augmenté de 9,7 % pour s'établir à 260,7 millions \$ (1,72 \$ par action après dilution), comparativement à 237,6 millions \$ (1,56 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2008.

L'augmentation du bénéfice net pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2009 est principalement attribuable à une augmentation prévue du ratio de marge brute de la catégorie Ensembles, partiellement contrebalancée par une baisse prévue du niveau d'activité dans la catégorie Ensembles, combinée à une augmentation des frais de vente, généraux et administratifs et à une baisse du ratio de marge brute de la catégorie Services. Les secteurs ayant contribué le plus à cette

augmentation du bénéfice net pour les neuf premiers mois de 2009 sont Infrastructures et environnement, et Énergie. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la perte enregistrée dans le secteur Produits chimiques et pétrole au cours de cette période.

SNC-Lavalin maintient ses perspectives de croissance de sa rentabilité en 2009, à un niveau équivalent à son objectif financier à long terme d'entre 7 % et 12 % de croissance du bénéfice net annuel.

5 – DÉTAIL DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus par activité :				
Services	535,7 \$	548,7 \$	1 664,3 \$	1 593,4 \$
Ensembles	472,5	791,4	1 614,8	2 451,0
Exploitation et entretien	311,9	249,6	962,6	855,4
Investissements – concessions d'infrastructure	102,3	95,7	276,8	263,2
	1 422,4 \$	1 685,4 \$	4 518,5 \$	5 163,0 \$
Marge brute	306,0 \$	259,5 \$	834,6 \$	746,0 \$
Frais de vente, généraux et administratifs	128,9	120,1	397,5	358,1
Intérêts et taxes sur le capital	39,8	20,8	88,8	72,8
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	137,3	118,6	348,3	315,1
Impôts sur les bénéfices	32,8	25,7	82,2	73,0
Part des actionnaires sans contrôle	1,4	1,6	5,4	4,5
Bénéfice net	103,1 \$	91,3 \$	260,7 \$	237,6 \$

5.1 – ANALYSE DES REVENUS

Les revenus du troisième trimestre de 2009 se sont établis à 1 422,4 millions \$, comparativement à 1 685,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus se sont établis à 4 518,5 millions \$**, comparativement à 5 163,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement une diminution prévue des activités dans la catégorie Ensembles, en partie compensée par l'augmentation des activités dans les catégories Exploitation et entretien, et Services.

Les revenus de la catégorie Services ont été de 535,7 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 548,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Pour les neuf premiers mois**

de 2009, les revenus de la catégorie Services ont augmenté pour s'établir à 1 664,3 millions \$, comparativement à 1 593,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en raison d'un accroissement des activités dans les secteurs Infrastructures et environnement, Mines et métallurgie, et Énergie, partiellement contrebalancé par une baisse des activités principalement dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

Les revenus de la catégorie Ensembles du troisième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 472,5 millions \$, contre 791,4 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, principalement en raison d'une baisse des activités dans les secteurs Infrastructures et environnement, Produits chimiques et pétrole, et Énergie. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus de la catégorie Ensembles se sont établis à 1 614,8 millions \$**, comparativement à 2 451,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement un niveau d'activités moindre dans les secteurs Produits chimiques et pétrole, Énergie, et Infrastructures et environnement, principalement attribuable au quasi-achèvement ou à l'achèvement de certains projets d'envergure.

Les revenus de la catégorie Exploitation et entretien du troisième trimestre de 2009 se sont établis à 311,9 millions \$, comparativement à 249,6 millions \$ au troisième trimestre de 2008, **alors que les revenus cumulatifs de 2009 ont augmenté pour s'établir à 962,6 millions \$**, comparativement à 855,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement de volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

Les revenus de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure du troisième trimestre de 2009 se sont élevés à 102,3 millions \$, comparativement à 95,7 millions \$ au troisième trimestre de 2008, **alors que les revenus des neuf premiers mois de 2009 se sont chiffrés à 276,8 millions \$**, comparativement à 263,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008.

5.2 – ANALYSE DE LA MARGE BRUTE

La marge brute, pour le troisième trimestre de 2009, s'est chiffrée à 306,0 millions \$, comparativement à 259,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. **Pour les neuf premiers mois de 2009, la marge brute s'est établie à 834,6 millions \$**, comparativement à 746,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008. L'augmentation de rentabilité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2009 est principalement attribuable à une augmentation prévue de la marge brute de la catégorie Ensembles, alors que l'augmentation du ratio de marge brute de cette

catégorie d'activité a plus que compensé la baisse de son niveau d'activités, partiellement compensée par un ratio de marge brute moins élevé dans la catégorie Services.

5.3 – ANALYSE DES FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 128,9 millions \$ au troisième trimestre de 2009, contre 120,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 397,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 358,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008, surtout en raison d'une augmentation des activités pour les offres de services, combinée à une augmentation des frais généraux et administratifs.

5.4 – ANALYSE DES INTÉRÊTS (REVENUS) ET TAXES SUR LE CAPITAL

TROISIÈME TRIMESTRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009			2008		
	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Revenus d'intérêts	(0,4) \$	(0,9) \$	(1,3) \$	(0,6) \$	(5,8) \$	(6,4) \$
Intérêts sur la dette à long terme :						
Avec recours	–	7,3	7,3	–	2,1	2,1
Sans recours :						
AltaLink	13,9	–	13,9	14,1	–	14,1
Autoroute 407	16,4	–	16,4	6,5	–	6,5
Autres	2,4	–	2,4	3,1	–	3,1
Taxes sur le capital et autres	0,3	0,8	1,1	1,1	0,3	1,4
Intérêts (revenus) et taxes sur le capital	32,6 \$	7,2 \$	39,8 \$	24,2 \$	(3,4) \$	20,8 \$

NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009			2008		
	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT DES AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Revenus d'intérêts	(11,3) \$	(3,9) \$	(15,2) \$	(2,5) \$	(22,0) \$	(24,5) \$
Intérêts sur la dette à long terme :						
Avec recours	–	11,4	11,4	–	6,2	6,2
Sans recours :						
AltaLink	40,0	–	40,0	42,2	–	42,2
Autoroute 407	48,0	–	48,0	38,7	–	38,7
Autres	7,2	–	7,2	3,6	0,4	4,0
Taxes sur le capital et autres	(3,8)	1,2	(2,6)	3,7	2,5	6,2
Intérêts (revenus) et taxes sur le capital	80,1 \$	8,7 \$	88,8 \$	85,7 \$	(12,9) \$	72,8 \$

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital ont totalisé 39,8 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 20,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. **Depuis le début de l'exercice, les frais d'intérêts et taxes sur le capital ont totalisé 88,8 millions \$ en 2009**, comparativement à 72,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Les intérêts et taxes sur le capital sont analysés séparément pour ce qui est des montants provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure et de ceux provenant d'autres activités.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ont augmenté au troisième trimestre de 2009 pour s'établir à 32,6 millions \$, comparativement à 24,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'une augmentation des frais d'intérêts résultant de la composante liée à l'inflation provenant de la quote-part de la Société de la dette liée à l'inflation de l'Autoroute 407. **Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure pour les neuf premiers mois de 2009 se sont chiffrés à 80,1 millions \$**, comparativement à 85,7 millions \$ dans la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement : i) les revenus d'intérêts de 10,0 millions \$ provenant du financement temporaire consenti à Astoria Project Partners II LLC et sa filiale (« Astoria II »); ii) une diminution des Taxes sur le capital et autres, principalement attribuable à la quote-part de la Société dans un ajustement favorable de 3,0 millions \$ de la juste valeur relatif à des billets à long terme non commandités par des banques détenus par l'Autoroute 407, comparativement à un ajustement défavorable de la juste valeur de 3,7 millions \$ en 2008; partiellement compensés par iii) une augmentation des frais d'intérêts de 6,9 millions \$ résultant de la composante liée à l'inflation provenant de la quote-part de la Société de la dette liée à l'inflation de l'Autoroute 407; et iv) une augmentation des frais d'intérêts de 3,6 millions \$ sur la dette à long terme sans recours provenant d'autres investissements dans des concessions d'infrastructure, principalement attribuable à Okanagan Lake Concession, pour laquelle les frais d'intérêts étaient capitalisés pendant la période de construction et sont maintenant enregistrés comme charges depuis l'ouverture du pont à la circulation le 31 mai 2008.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant des autres activités se sont établis à 7,2 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à des revenus d'intérêts et taxes sur le capital de 3,4 millions \$ au troisième trimestre de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant des autres activités se sont établis à**

8,7 millions \$, comparativement à des revenus d'intérêts et taxes sur le capital de 12,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de i) la baisse des revenus d'intérêts, reflétant principalement la baisse des taux de rendement effectifs, combinée à un solde moyen de trésorerie moins élevé en 2009, ainsi que ii) aux frais d'intérêts sur la dette avec recours de 350 million \$ pour les débentures non garanties sur 10 ans, portant intérêt à un taux de 6,19 % par année, émises par la Société le 3 juillet 2009.

5.5 – ANALYSE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 32,8 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 25,7 millions \$ au troisième trimestre de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 82,2 millions \$**, comparativement à 73,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2009 se situe à un niveau comparable à celui de la période correspondante de 2008.

6 – CARNET DE COMMANDES

La Société divulgue son carnet de commandes, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, pour ses **catégories d'activité**, soit : i) **Services**; ii) **Ensembles**; iii) **Exploitation et entretien**; et iv) **Investissements – concessions d'infrastructure**. Le carnet de commandes est un **indicateur prévisionnel des revenus anticipés** qui seront comptabilisés par la Société. Il est établi en fonction des **contrats octroyés** considérés comme des commandes **fermes** ainsi que sur une **période continue de 5 ans** dans le cas des revenus estimatifs récurrents des **Investissements – concessions d'infrastructure** comptabilisés selon la méthode de la **consolidation intégrale** ou **proportionnelle** lorsque la Société exerce le contrôle ou le contrôle conjoint, respectivement. Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure est divulgué par la Société puisque les revenus futurs de ces concessions représentent l'une des catégories d'activité de la Société. Les revenus futurs des Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation ou à la valeur d'acquisition ne sont pas inclus dans le carnet de commandes, puisqu'ils représentent les prévisions de la Société quant à sa quote-part des résultats nets ou des dividendes et distributions. En ce qui a trait aux activités de la catégorie **Exploitation et entretien**, la Société **limite**

le carnet de commandes à la période dont l'échéance est la plus rapprochée entre i) la durée du contrat et ii) les 5 prochaines années.

Le tableau suivant présente le détail du carnet de commandes de la Société par catégorie d'activité et par secteur d'activité :

AU 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2009			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	694,9 \$	1 560,4 \$	– \$	– \$	2 255,3 \$
Énergie	263,4	318,8	–	–	582,2
Produits chimiques et pétrole	183,0	1 476,1	–	–	1 659,1
Mines et métallurgie	352,9	–	–	–	352,9
Autres secteurs	76,0	139,9	–	–	215,9
Exploitation et entretien	–	–	2 587,0	–	2 587,0
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 543,7	2 543,7
Total	1 570,2 \$	3 495,2 \$	2 587,0 \$	2 543,7 \$	10 196,1 \$

AU 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2009			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	712,4 \$	1 677,8 \$	– \$	– \$	2 390,2 \$
Énergie	300,5	420,2	–	–	720,7
Produits chimiques et pétrole	141,6	1 586,7	–	–	1 728,3
Mines et métallurgie	371,7	–	–	–	371,7
Autres secteurs	85,9	125,2	–	–	211,1
Exploitation et entretien	–	–	2 004,9	–	2 004,9
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 487,3	2 487,3
Total	1 612,1 \$	3 809,9 \$	2 004,9 \$	2 487,3 \$	9 914,2 \$

AU 31 DÉCEMBRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)		2008			
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	676,8 \$	2 174,4 \$	– \$	– \$	2 851,2 \$
Énergie	194,7	546,0	–	–	740,7
Produits chimiques et pétrole	179,5	647,9	–	–	827,4
Mines et métallurgie	392,0	–	–	–	392,0
Autres secteurs	102,3	139,7	–	–	242,0
Exploitation et entretien	–	–	2 196,2	–	2 196,2
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 342,7	2 342,7
Total	1 545,3 \$	3 508,0 \$	2 196,2 \$	2 342,7 \$	9 592,2 \$

Au 30 septembre 2009, le carnet de commandes se chiffrait à 10 196,1 millions \$, comparativement à 9 914,2 millions \$ au 30 juin 2009, et à 9 592,2 millions \$ au 31 décembre 2008. L'augmentation depuis la fin de décembre 2008 reflète principalement une augmentation dans les catégories Exploitation et entretien, et Investissements – concessions d'infrastructure.

6.1 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE SERVICES

Le carnet de commandes de la catégorie Services se chiffrait à 1 570,2 millions \$ à la fin de septembre 2009, comparativement à 1 545,3 millions \$ à la fin de décembre 2008. Le carnet de commandes de la catégorie Services demeure solide et contribue aux perspectives favorables de la Société, étant donné que le ratio de marge brute de la catégorie Services est le plus élevé comparativement à ceux des catégories Ensembles, et Exploitation et entretien.

6.2 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE ENSEMBLES

Le carnet de commandes de la catégorie Ensembles totalisait 3 495,2 millions \$ à la fin de septembre 2009, un niveau comparable à celui du 31 décembre 2008, alors que la diminution dans les secteurs Infrastructures et environnement, et Énergie, a été contrebalancée par une augmentation dans le secteur Produits chimiques et pétrole. Le carnet de commandes de septembre 2009 de la catégorie Ensembles comprend des ajouts notables pour 2009, tels que :

- un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement, et de construction (« IAC ») pour la conception et la construction d'installations de traitement du gaz naturel en Algérie, pouvant produire et traiter 3,5 milliards de m³ de gaz naturel par année, dans le secteur Produits chimiques et pétrole; et
- la portion IAC d'une entente signée avec le gouvernement du Québec pour la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien d'une nouvelle salle de concert de 2 100 sièges pour l'Orchestre symphonique de Montréal, au centre-ville de Montréal, au Canada, dans le secteur Infrastructures et environnement.

6.3 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Le carnet de commandes de la catégorie Exploitation et entretien se chiffrait à 2 587,0 millions \$ à la fin de septembre 2009, comparativement à 2 196,2 millions \$ à la fin de décembre 2008, en

raison surtout de la fluctuation normale des échéances des contrats à long terme, principalement au Canada. Au cours des neuf premiers mois de 2009, la Société a obtenu la prolongation de deux contrats d'envergure au Canada.

6.4 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure totalisait **2 543,7 millions \$ à la fin du troisième trimestre de 2009**, comparativement à 2 342,7 millions \$ au 31 décembre 2008. Le tableau ci-dessous présente le carnet de commandes de la Société dans la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure, par principaux investissements, aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 septembre 2009	30 juin 2009	31 décembre 2008
AltaLink ⁽¹⁾	1 839,7 \$	1 792,4 \$	1 685,2 \$
Autoroute 407 ⁽²⁾	592,5	584,0	558,4
Autres	111,5	110,9	99,1
Total du carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure	2 543,7 \$	2 487,3 \$	2 342,7 \$

(1) Compte tenu de la consolidation intégrale d'AltaLink, le carnet de commandes lié à celle-ci au 30 septembre 2009, au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 représente la totalité de ses revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

(2) Compte tenu de la consolidation proportionnelle de l'Autoroute 407, le carnet de commandes lié à celle-ci au 30 septembre 2009, au 30 juin 2009 et au 31 décembre 2008 représente 16,77 % de ses revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

7 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats de la Société sont évalués par secteur d'activité. Ces secteurs regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin, de la façon dont est évaluée la performance de la direction :

i) **Services et Ensembles**, qui se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction, pour lesquelles la Société présente l'information de la façon dont est évaluée la performance de la direction en regroupant ses projets exécutés en fonction du type d'industrie, soit : **Infrastructures et environnement, Énergie, Produits chimiques et pétrole, Mines et métallurgie**, et **Autres secteurs**;

ii) **Exploitation et entretien**; et iii) **Investissements – concessions d'infrastructure**.

À l'exception du secteur Investissements – concessions d'infrastructure, la Société évalue le rendement des secteurs en utilisant le bénéfice d'exploitation déduction faite de l'intérêt imputé et des frais généraux et corporatifs de l'entreprise. L'intérêt imputé est calculé sur la situation des soldes hors

trésorerie du fonds de roulement et est attribué mensuellement aux secteurs au taux annuel de 10 %, donnant lieu à un coût ou à un revenu selon que les actifs à court terme excèdent les passifs à court terme du secteur ou vice-versa, tandis que les frais généraux et corporatifs de l'entreprise sont répartis d'après la marge brute de chacun de ces secteurs. Les impôts sur les bénéfices ne sont pas imputés aux secteurs, sauf pour le secteur Investissements – concessions d'infrastructure.

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d'infrastructure dans certains secteurs d'activité. Ces investissements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. Ces investissements sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure, dont la performance est évaluée au moyen : i) des dividendes ou des distributions reçus pour les investissements comptabilisés à la valeur d'acquisition; ii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés à la valeur de consolidation; iii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle; et iv) du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, moins la portion attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, selon leurs états financiers respectifs préparés conformément aux PCGR du Canada. Dans le cas d'investissements dans des concessions d'infrastructure pour lesquels les impôts sur les bénéfices sont payables par les investisseurs, comme les investissements dans des sociétés en commandite au Canada, les impôts sur les bénéfices de la Société sont attribués selon le taux d'imposition de SNC-Lavalin pour de tels investissements. Par conséquent, le bénéfice d'exploitation du secteur Investissements – concessions d'infrastructure est présenté net des impôts sur les bénéfices et représente le bénéfice net de SNC-Lavalin provenant de ses investissements dans des concessions d'infrastructure.

Le tableau suivant présente les revenus des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	342,7 \$	435,3 \$	1 183,2 \$	1 197,1 \$
Énergie	202,6	291,1	654,9	891,1
Produits chimiques et pétrole	201,1	336,4	607,4	1 065,7
Mines et métallurgie	185,9	192,0	596,3	614,4
Autres secteurs	75,9	85,3	237,3	276,1
Exploitation et entretien	311,9	249,6	962,6	855,4
Investissements – concessions d'infrastructure	102,3	95,7	276,8	263,2
Total	1 422,4 \$	1 685,4 \$	4 518,5 \$	5 163,0 \$

Le tableau ci-dessous présente le bénéfice (la perte) d'exploitation des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	66,1 \$	31,6 \$	183,1 \$	68,8 \$
Énergie	21,8	(5,5)	61,4	(0,4)
Produits chimiques et pétrole	10,7	23,0	(14,1)	114,7
Mines et métallurgie	20,6	37,5	67,7	74,9
Autres secteurs	8,6	8,9	28,1	30,4
Exploitation et entretien	11,2	3,9	21,0	10,5
Investissements – concessions d'infrastructure	9,4	19,2	14,2	23,6
Total	148,4 \$	118,6 \$	361,4 \$	322,5 \$

7.1 – INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement				
Services	155,8 \$	128,0 \$	445,1 \$	357,0 \$
Ensembles	186,9	307,3	738,1	840,1
Total	342,7 \$	435,3 \$	1 183,2 \$	1 197,1 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Infrastructures et environnement	66,1 \$	31,6 \$	183,1 \$	68,8 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement (%)	19,3 %	7,3 %	15,5 %	5,8 %

Pour le troisième trimestre de 2009, les revenus du secteur Infrastructures et environnement se sont établis à 342,7 millions \$, comparativement à 435,3 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus se sont établis à 1 183,2 millions \$, comparativement à 1 197,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant une

diminution des activités dans la catégorie Ensembles au Canada, partiellement compensée par une augmentation des activités de la catégorie Services.

Pour le troisième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation a augmenté pour s'établir à 66,1 millions \$, contre 31,6 millions \$ pour le troisième trimestre de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation a augmenté pour s'établir à 183,1 millions \$, comparativement à 68,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Ces deux augmentations sont attribuables à une marge brute plus élevée dans la catégorie Ensembles, ainsi que dans la catégorie Services. L'augmentation dans la catégorie Ensembles est principalement attribuable à un ratio de marge brute plus élevé, principalement en raison des révisions favorables pour certains projets d'envergure, qui a plus que compensé la diminution des activités.

7.2 – ÉNERGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Énergie				
Services	71,0 \$	73,1 \$	213,9 \$	177,2 \$
Ensembles	131,6	218,0	441,0	713,9
Total	202,6 \$	291,1 \$	654,9 \$	891,1 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Énergie	21,8 \$	(5,5) \$	61,4 \$	(0,4) \$
Ratio du bénéfice (perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Énergie (%)	10,7 %	(1,9) %	9,4 %	(0,0) %

Les revenus du secteur Énergie se sont établis à 202,6 millions \$ pour le troisième trimestre de 2009, comparativement à 291,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus se sont élevés à 654,9 millions \$, comparativement à 891,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement une diminution des activités pour certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles en voie d'achèvement ou achevés, partiellement compensée par une augmentation des activités de la catégorie Services principalement à l'extérieur du Canada.

Le bénéfice d'exploitation au troisième trimestre de 2009 s'est établi à 21,8 millions \$, comparativement à une perte d'exploitation de 5,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation a atteint 61,4 millions \$, comparativement à une perte d'exploitation de 0,4 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte d'exploitation enregistrée au troisième trimestre et

pour les neuf premiers mois de 2008 était essentiellement attribuable à la perte comptabilisée à l'égard de la centrale thermique à cycle combiné Goreway de 880 MW, en Ontario, au Canada, reflétant une révision à la hausse des coûts estimatifs pour achever le projet. Au deuxième trimestre de 2009, la centrale Goreway est entrée en exploitation commerciale.

7.3 – PRODUITS CHIMIQUES ET PÉTROLE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole				
Services	83,3 \$	126,0 \$	278,8 \$	402,9 \$
Ensembles	117,8	210,4	328,6	662,8
Total	201,1 \$	336,4 \$	607,4 \$	1 065,7 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Produits chimiques et pétrole	10,7 \$	23,0 \$	(14,1) \$	114,7 \$
Ratio du bénéfice (perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole (%)	5,3 %	6,8 %	(2,3) %	10,8 %

Les revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole se sont établis à 201,1 millions \$ pour le troisième trimestre de 2009, comparativement à 336,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus ont atteint 607,4 millions \$, comparativement à 1 065,7 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un niveau globalement moins élevé des activités des catégories Ensembles et Services.

Au troisième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation provenant du secteur Produits chimiques et pétrole s'est établi à 10,7 millions \$, comparativement à 23,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un niveau moins élevé des activités. Pour les neuf premiers mois de 2009, la perte d'exploitation du secteur Produits chimiques et pétrole s'est établie à 14,1 millions \$, comparativement à un bénéfice d'exploitation de 114,7 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un niveau moins élevé des activités de la catégorie Ensembles, essentiellement pour certains projets d'envergure en voie d'achèvement, et de la catégorie Services, combiné à des révisions défavorables de la prévision des coûts pour un projet d'envergure de la catégorie Ensembles en 2009, résultant en une perte d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2009.

7.4 – MINES ET MÉTALLURGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Mines et métallurgie				
Services	185,9 \$	192,0 \$	596,3 \$	514,6 \$
Ensembles	–	–	–	99,8
Total	185,9 \$	192,0 \$	596,3 \$	614,4 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Mines et métallurgie	20,6 \$	37,5 \$	67,7 \$	74,9 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Mines et métallurgie (%)	11,1 %	19,5 %	11,3 %	12,2 %

Pour le troisième trimestre de 2009, les revenus du secteur Mines et métallurgie ont atteint 185,9 millions \$, comparativement à 192,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus se sont établis à 596,3 millions \$, comparativement à 614,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement l'absence d'activités dans la catégorie Ensembles pendant les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 99,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008, diminution presque entièrement compensée par l'augmentation des activités de la catégorie Services, principalement à l'extérieur du Canada.

Au troisième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 20,6 millions \$, comparativement à 37,5 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un ratio de marge brute plus élevé en 2008 pour certains projets. Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 67,7 millions \$, comparativement à 74,9 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un ratio de marge brute inférieur à celui de 2008 pour les activités de la catégorie Services en 2009.

7.5 – AUTRES SECTEURS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant des Autres secteurs				
Services	39,7 \$	29,6 \$	130,2 \$	141,7 \$
Ensembles	36,2	55,7	107,1	134,4
Total	75,9 \$	85,3 \$	237,3 \$	276,1 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des Autres secteurs	8,6 \$	8,9 \$	28,1 \$	30,4 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant des Autres secteurs (%)	11,3 %	10,4 %	11,9 %	11,0 %

Les Autres secteurs regroupent les activités de plusieurs domaines, à savoir les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, l'agroalimentaire, l'acide sulfurique ainsi que les diverses installations industrielles.

Les revenus des Autres secteurs se sont établis à 75,9 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 85,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus ont atteint 237,3 millions \$**, comparativement à 276,1 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2008, reflétant une diminution des activités, principalement pour les projets Ensembles à l'extérieur du Canada.

Pour le troisième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 8,6 millions \$, comparativement à 8,9 millions \$ pour la période correspondante de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation a atteint 28,1 millions \$**, comparativement à 30,4 millions \$ pour la même période en 2008, principalement en raison d'un niveau moins élevé des activités.

7.6 – EXPLOITATION ET ENTRETIEN

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Exploitation et entretien	311,9 \$	249,6 \$	962,6 \$	855,4 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Exploitation et entretien	11,2 \$	3,9 \$	21,0 \$	10,5 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Exploitation et entretien (%)	3,6 %	1,6 %	2,2 %	1,2 %

Les revenus du secteur Exploitation et entretien se sont établis à 311,9 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 249,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, les revenus ont augmenté pour s'établir à 962,6 millions \$**, comparativement à 855,4 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement de volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

Le bénéfice d'exploitation du troisième trimestre de 2009 dans le secteur Exploitation et entretien s'est chiffré à 11,2 millions \$, comparativement à 3,9 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 21,0 millions \$**, comparativement à 10,5 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'une augmentation du ratio de marge brute et d'un volume plus élevé.

7.7 – INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D’INFRASTRUCTURE

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d’infrastructure dans certains secteurs d’activité tels que les aéroports, les ponts, l’énergie, les réseaux de transport en commun, les routes et l’eau, qui sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d’infrastructure et décrits à la section 7.7 du rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 de la Société.

7.7.1 – VALEUR COMPTABLE NETTE DES INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D’INFRASTRUCTURE

Compte tenu de l’incidence importante des investissements dans des concessions d’infrastructure sur le bilan consolidé de la Société, celle-ci fournit, dans la note 3 de ses états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, des informations supplémentaires sur la valeur comptable nette de ses investissements dans des concessions d’infrastructure, selon la méthode de comptabilisation utilisée sur le bilan consolidé de SNC-Lavalin. La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d’infrastructure de la Société s’établissait à 665,3 millions \$ au 30 septembre 2009, contre 547,6 millions \$ au 31 décembre 2008. La Société, se fondant sur des évaluations financières, est d’avis que la juste valeur de ses investissements dans des concessions d’infrastructure est notablement supérieure à leur valeur comptable nette.

La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d’infrastructure inclut l’investissement dans l’Autoroute 407, qui est comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Conformément aux PCGR du Canada, la méthode de la consolidation proportionnelle exige que le coentrepreneur constate sa quote-part du cumul des pertes de la coentreprise indépendamment de la valeur comptable de son investissement dans une telle coentreprise. Conséquemment, la valeur comptable nette de l’investissement de la Société dans l’Autoroute 407 a donné lieu à un solde net négatif de 57,0 millions \$ au 30 septembre 2009, comparativement à un solde négatif de 37,9 millions \$ au 31 décembre 2008, lequel ne représente ni un passif ni quelque obligation future que ce soit pour SNC-Lavalin envers l’Autoroute 407 ou toute autre entité. Ce solde négatif résulte de la comptabilisation de la quote-part de SNC-Lavalin des pertes comptables cumulatives et des dividendes cumulatifs reçus de l’Autoroute 407. L’Autoroute 407 a enregistré un bénéfice net depuis 2006, tandis que des pertes comptables nettes avaient été enregistrées depuis ses débuts en

1999. La Société a reçu des dividendes de l'Autoroute 407 totalisant 8,0 millions \$ au troisième trimestre de 2009, comparativement à 5,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, tandis que pour les neuf premiers mois de 2009, les dividendes reçus ont totalisé 23,9 millions \$, contre 17,0 millions \$ à la période correspondante de 2008.

7.7.2 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SECTEUR INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	TROISIÈME TRIMESTRE		NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant des Investissements – concessions d'infrastructure	102,3 \$	95,7 \$	276,8 \$	263,2 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des Investissements – concessions d'infrastructure	9,4 \$	19,2 \$	14,2 \$	23,6 \$

Les investissements de la Société sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. La relation entre les revenus et le bénéfice d'exploitation peut ne pas être pertinente pour l'évaluation de la performance du secteur puisqu'une partie importante des investissements est comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition ou à la valeur de consolidation, méthodes qui ne reflètent pas les postes individuels des résultats financiers.

Le secteur Investissements – concessions d'infrastructure a généré un bénéfice d'exploitation de 9,4 millions \$ au troisième trimestre de 2009, contre 19,2 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, principalement en raison d'une augmentation des frais d'intérêts résultant de la composante liée à l'inflation provenant de la quote-part de la Société de la dette liée à l'inflation de l'Autoroute 407. **Pour les neuf premiers mois de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est chiffré à 14,2 millions \$**, contre 23,6 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un rendement inférieur de certains investissements dans des concessions d'infrastructure.

8 – LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La présente section a pour but de donner au lecteur une meilleure compréhension de la situation financière de la Société et a été structurée de la façon suivante :

- l'examen de la **position de trésorerie nette et des liquidités discrétionnaires** de la Société;
- **l'analyse des flux de trésorerie** qui explique comment la Société a généré et utilisé la trésorerie et les équivalents de trésorerie; et
- l'évaluation du **rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA »)** de la Société.

8.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE ET LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

8.1.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE

Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, le maintien d'un bilan solide avec une position de trésorerie nette suffisante pour réaliser ses projets d'exploitation, d'investissement et de financement constitue un objectif financier clé.

La position de trésorerie nette de SNC-Lavalin, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, exclut de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie sa dette avec recours et la trésorerie et les équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure. Elle se présentait comme suit aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 septembre 2009	31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 221,3 \$	988,2 \$
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ⁽¹⁾	35,1	28,9
Dette avec recours	452,8	104,7
Position de trésorerie nette	733,4 \$	854,6 \$

(1) Investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle.

Au 30 septembre 2009, la position de trésorerie nette s'élevait à 733,4 millions \$, comparativement à 854,6 millions \$ au 31 décembre 2008, en raison surtout de paiements liés aux Investissements dans des concessions d'infrastructure. Les soldes plus élevés des postes trésorerie et équivalents de trésorerie, et dette avec recours figurant dans le tableau ci-dessus reflètent les 350 millions \$ de débiteures non garanties échéant dans 10 ans émises par la Société le 3 juillet 2009.

8.1.2 – LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

La Société estime ses liquidités discrétionnaires, qui sont une mesure financière non définie par les PCGR correspondant au montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non affecté à des activités ni à des Investissements – concessions d'infrastructure. Par conséquent, les liquidités discrétionnaires sont calculées au moyen de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant d'Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle à la fin de la période, ajustés en fonction des besoins de trésorerie prévus pour terminer les projets existants et des encaissements nets prévus à l'achèvement des projets d'envergure en cours, et déduction faite des engagements restants à l'égard d'Investissements – concessions d'infrastructure.

Les liquidités discrétionnaires se sont établies à environ 800 millions \$ au 30 septembre 2009, comparativement à environ 600 millions \$ au 31 décembre 2008, principalement en raison des 350 millions \$ de débentures non garanties échéant dans 10 ans émises par la Société le 3 juillet 2009, ce qui a ajouté environ 245 millions \$ à ses liquidités discrétionnaires, une fois déduit le montant de capital de 105 millions \$ de ses débentures non garanties échéant en septembre 2010, ajout en partie compensé par des engagements supplémentaires à investir dans des investissements dans des concessions d'infrastructure en 2009. Les liquidités discrétionnaires de la Société sont disponibles pour acquérir des entreprises d'ingénierie et effectuer des investissements sélectifs dans des concessions d'infrastructure.

8.2 – ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009	2008
Flux de trésorerie générés par (utilisés pour) :		
Activités d'exploitation	285,7 \$	41,9 \$
Activités d'investissement	(434,8)	(214,3)
Activités de financement	390,5	(123,9)
Augmentation (diminution) suite à la conversion de devises sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans des établissements étrangers autonomes	(8,3)	5,9
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	233,1	(290,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	988,2	1 088,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 221,3 \$	798,2 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1 221,3 millions \$ au 30 septembre 2009, comparativement à 988,2 millions \$ au 31 décembre 2008, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

8.2.1 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les liquidités générées par les activités d'exploitation se sont établies à 285,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 41,9 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement pour les raisons suivantes :

- La trésorerie générée par les activités d'exploitation avant la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement de 475,1 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 347,6 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement attribuable à i) une augmentation des éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités, tels que les impôts futurs et la perte provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation, ainsi qu'à ii) une augmentation du bénéfice net.
- La trésorerie utilisée par la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement de 189,4 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 305,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète surtout une baisse du besoin en fonds de roulement, principalement sur certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles.

8.2.2 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées pour les activités d'investissement se sont chiffrées à 434,8 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 214,3 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Les principales activités d'investissement ont porté sur les éléments suivants :

- L'acquisition d'immobilisations corporelles provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale et proportionnelle, pour un décaissement total d'environ 193,2 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 139,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement attribuables, dans les deux cas, à AltaLink, en raison surtout d'une hausse des activités de construction dans des projets de transport d'électricité. À noter également que le bilan d'AltaLink a démontré au cours des neuf premiers mois de 2009 une augmentation des immobilisations corporelles, assortie d'une hausse des autres éléments de passif à long terme, qui n'ont pas eu de répercussions sur les flux de trésorerie, de 145,4 millions \$ liée à une modification des PCGR du Canada relatifs aux activités à tarifs réglementés (se reporter à la

section 9 du présent rapport), combinée à une augmentation de 86,6 millions \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations provenant d'une révision d'estimations (se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société).

- Les paiements dans des investissements dans des concessions d'infrastructure pour un total de 121,0 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 19,6 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2008, reflétant surtout les paiements faits au titre de i) l'investissement dans Ambatovy, et de ii) l'investissement dans InTransit BC L.P., paiement qui a suivi l'inauguration de la Canada Line en août 2009, plus de trois mois avant l'échéance.
- Le montant prêté à l'Exploitant du projet Ambatovy a totalisé 39,6 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 2,0 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société pour obtenir plus de renseignements sur le prêt à l'Exploitant du projet Ambatovy.

8.2.3 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les liquidités générées par des activités de financement se sont élevées à 390,5 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à des liquidités utilisées pour des activités de financement de 123,9 millions \$ à la période correspondante de 2008. Les principales activités de financement ont été les suivantes :

- L'augmentation de la dette à long terme avec recours provenant des autres activités, pour un total de 348,6 millions \$, reflétant les 350 millions \$ de débentures non garanties échéant dans 10 ans émises par la Société le 3 juillet 2009, déduction faite de la rémunération des placeurs pour compte.
- L'augmentation de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure qui a totalisé 237,9 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 192,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008, alors que le remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure s'élevait à 123,0 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à 186,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008.
- Il n'y a pas eu de remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des autres activités au cours des neuf premiers mois de 2009, comparativement à un remboursement de 25,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008, correspondant au remboursement du

solde restant de l'hypothèque de la Société pour son siège social situé au centre-ville de Montréal.

- Au cours des neuf premiers mois de 2009, les dividendes payés aux actionnaires de la Société ont totalisé 68,0 millions \$, comparativement à 54,4 millions \$ au cours des neuf premiers mois de 2008. L'augmentation des dividendes reflète un dividende cumulatif payé de 0,45 \$ par action pour les neuf premiers mois de 2009, comparativement à 0,36 \$ par action à la période correspondante de 2008.
- En vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, la Société a racheté 175 500 actions au cours des neuf premiers mois de 2009 et 933 100 actions au cours des neuf premiers mois de 2008, pour des contreparties totales en espèces de 6,7 millions \$ et de 47,2 millions \$, respectivement.
- L'émission d'actions suivant la levée d'options sur actions a généré des liquidités de 5,7 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2009 (290 379 options sur actions à un prix moyen de 19,51 \$), comparativement à 13,2 millions \$ pour les neuf premiers mois de 2008 (603 920 options sur actions à un prix moyen de 21,88 \$). Au 28 octobre 2009, 5 259 236 options sur actions étaient en cours. À la même date, le nombre d'actions émises et en circulation était de 151 014 172.

8.3 – RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA »)

Le RAMA, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, est un indicateur clé utilisé pour mesurer le rendement des capitaux propres de la Société. Le RAMA, tel qu'il est calculé par la Société, correspond au bénéfice après impôts des 12 derniers mois divisé par l'avoir moyen des actionnaires sur 13 mois, excluant le « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, la réalisation d'un RAMA au moins égal au rendement des obligations à long terme du Canada plus 600 points de base est un objectif financier clé de la Société.

Le RAMA a été de 26,9 % pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2009, comparativement à 29,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est nettement supérieur à l'objectif de la Société consistant à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada (c'est-à-dire un total de 9,9 % pour la période).

8.4 – INSTRUMENTS FINANCIERS

La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, et la gestion connexe de ces risques, sont décrites à la note 20 des états financiers annuels consolidés vérifiés de 2008 de la Société. Pour les neuf premiers mois de 2009, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, à la gestion connexe des risques et à la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur au bilan consolidé de la Société.

9 – CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux PCGR du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société, sauf pour les points décrits ci-après. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société pour plus de renseignements sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers.

Les hypothèses clés et la base des estimations de la direction en vertu des PCGR, ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes afférentes, demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles décrites dans le rapport annuel 2008 de la Société.

9.1 – MODIFICATIONS RÉCENTES AUX CONVENTIONS COMPTABLES

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui établit des normes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Ce nouveau chapitre remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Parallèlement, le CPN-27, intitulé « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », a été abrogé, alors que la note d'orientation concernant la comptabilité n° 11,

intitulée « Entreprises en phase de démarrage », et le chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », ont été modifiés. Ces nouvelles normes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour SNC-Lavalin et se devaient d'être appliquées de manière rétroactive avec retraitement des chiffres comparatifs.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables a donné lieu à un ajustement transitoire, qui a réduit le solde des bénéfices non répartis de 5,9 millions \$ au 1^{er} janvier 2008. Ce montant correspond à l'effet cumulatif sur le bénéfice net de la Société jusqu'à cette date de l'application des nouvelles normes. L'ajustement transitoire a également donné lieu aux modifications suivantes au bilan consolidé comparatif de la Société à la même date : i) une diminution de 6,7 millions \$ des investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation; ii) une diminution de 0,7 million \$ des autres éléments d'actif à long terme; et iii) une augmentation de 1,5 million \$ des actifs d'impôts futurs à long terme. Ces ajustements proviennent principalement de charges de pré-exploitation engagées et capitalisées par des investissements dans des concessions d'infrastructure, qui ne sont plus capitalisées en vertu des nouvelles normes. L'adoption des nouvelles normes comptables n'a pas eu d'impact sur le bénéfice net consolidé de 2008 de la Société et, conséquemment, les ajustements transitoires ont été limités à ceux décrits ci-dessus.

ACTIVITÉS À TARIFS RÉGLEMENTÉS

Le 1^{er} janvier 2009, le retrait de l'exemption temporaire accordée aux entités assujetties à une réglementation des tarifs en ce qui concerne l'application du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Principes comptables généralement reconnus », est entré en vigueur. La Société détient une participation en capitaux propres de 76,92 % dans AltaLink L.P. (« AltaLink »), une filiale assujettie à une réglementation des tarifs qui détient et exploite des lignes de transport d'électricité et des postes électriques. L'exemption temporaire permettait aux entités assujetties à une réglementation des tarifs d'appliquer les pratiques sectorielles comme source première des PCGR du Canada. Par conséquent, sur la base de pratiques sectorielles, AltaLink a enregistré les sommes reçues pour les frais futurs de retrait d'une immobilisation et de restauration des lieux en déduction de la valeur des immobilisations corporelles. Le retrait de l'exemption temporaire du chapitre 1100 exige qu'AltaLink présente ces sommes reçues à titre de passif, un tel changement devant être appliqué prospectivement. Ainsi, le retrait de l'exemption temporaire a fait en sorte qu'un montant de 145,4 millions \$ a augmenté le solde des immobilisations corporelles, avec une augmentation correspondante du solde des autres éléments

de passif à long terme au 1^{er} janvier 2009. Cette modification comptable n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net consolidé de 2008 de SNC-Lavalin.

9.2 – MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (« IFRS ») AU CANADA

Pendant les neuf mois ayant pris fin le 30 septembre 2009, la Société a continué d'évaluer les effets que pourront avoir sur ses états financiers consolidés les différences comptables prévues. Il n'est survenu aucun changement marquant pendant la période terminée le 30 septembre 2009 quant au plan de mise en œuvre de la Société. La section 10 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société contient des détails et des renseignements supplémentaires sur le plan de la mise en œuvre des IFRS au sein de la Société.

10 – RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes, ainsi que les pratiques de gestion des risques, sont décrits à la section 11 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. Il n'y a eu de changements importants ni aux risques et incertitudes, ni aux pratiques de gestion des risques, au cours des neuf premiers mois de 2009.

11 – INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)	2009			2008				2007
	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE
Revenus	1 422,4 \$	1 470,4 \$	1 625,7 \$	1 943,9 \$	1 685,4 \$	1 702,5 \$	1 775,1 \$	1 991,4 \$
Bénéfice net	103,1 \$	80,0 \$	77,5 \$	75,0 \$	91,3 \$	75,4 \$	70,8 \$	68,1 \$
Bénéfice de base par action (\$)	0,68 \$	0,53 \$	0,51 \$	0,50 \$	0,61 \$	0,50 \$	0,47 \$	0,45 \$
Bénéfice dilué par action (\$)	0,68 \$	0,53 \$	0,51 \$	0,49 \$	0,60 \$	0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,15 \$	0,15 \$	0,15 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$

Comme l'explique en détail la section 9.1, Modifications récentes aux conventions comptables, du présent document, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA en matière d'écarts d'acquisition et d'actifs incorporels le 1^{er} janvier 2009. L'adoption des nouvelles normes comptables s'est faite rétroactivement avec retraitement des chiffres comparatifs. Cela n'a pas eu de répercussions sur les chiffres de 2008, tandis que l'impact total sur le bénéfice net du dernier trimestre de 2007 a été une réduction de 0,6 million \$. Les renseignements trimestriels présentés ci-dessus ont été retraités en conséquence.

12 – CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de SNC-Lavalin, sous la supervision du président et chef de la direction et du vice-président directeur et chef des affaires financières, a conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR de la Société. Au cours de la dernière période intermédiaire terminée le 30 septembre 2009, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne à l'égard de l'information financière.

13 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible de consulter l'information financière trimestrielle et annuelle de la Société, sa notice annuelle ainsi que d'autres documents financiers sur son site Web (www.snclavalin.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).